

1. Eligibilité des demandeurs | Eligibility of the applicants

1.1. Type de structure | Type of structure

1	<p>«Être une personne morale enregistrée depuis au moins deux ans» depuis quelle date exactement? Cela n'est pas marqué dans les lignes directrices et on ne voit pas la date du mois de février 2011 qui était mentionné lors de la séance.</p> <p>Les Lignes directrices ont été publiées le 28 février 2011 ; c'est donc à cette date que commence le compte à rebours des deux ans mentionnés au §2.1.1.1.</p>
2	<p>On page 14 of your "Guidelines for applicants" is referred that "International and intergovernmental organizations " are "Grounds for exclusion." As such, we find that the applicants or partners are not eligible if they are international or intergovernmental organizations. This point is not clear, it is possible to clarify it?</p> <p>According to §2.1.1.3 of the Guidelines, international and intergovernmental organizations are not eligible, and cannot be involved as applicants or partners, but can be involved as Associates (see §2.1.2 for a definition of Associates).</p>
3	<p>Not being the candidate a training company, but rather an art promotion company that has developed job training over the past two years (not Certified Training but it contributes heavily to acquire specific skills to the level of Action Socio-cultural – with educative and behavior change objectives), can that same company submit a proposal within the "Training / Professional Development" of LOT 2, ACP Cultures II?</p> <p>Please refer to §2.1.1.2 of the Guidelines, Lot 2, specific additional eligibility conditions by lot: Have legal status demonstrating a principal activity in initial or continuing training or in the cultural sphere.</p>
4	<p>Est-il possible de déposer un dossier dans le cadre de l'appel à projets ACPculturesplus si le porteur du projet fait partie d'un des consortiums gérant les unités de programme ACPfilms et ACPcultures?</p> <p>Pour cet appel à propositions peuvent soumettre des projets les demandeurs et partenaires répondant aux critères d'éligibilité et travaillant au sein d'un partenariat (§2.1.1 et 2.1.2 des Lignes directrices). Les projets soumis doivent répondre aux objectifs et priorités de l'appel (§1.2) et s'inscrire dans les secteurs couverts (§2.1.3). L'évaluation des projets est réalisée par une équipe d'experts extérieurs selon des critères précis (§2.3).</p>
5	<p>We would like to apply for support for a film project which concerns the Culture of the Fulani ethnic group found across West Africa. As a UK based Independent Production company, will we be eligible as the main and beneficiary organization.</p> <p>Please refer to §2.1.1.1 and §2.1.1.2 of the Guidelines which describes the conditions applicants must comply with. Partnership requirements, conditions applicable to partners and type of eligible actions are described in § 2.1.2 and § 2.1.3.</p>

6	We wish to apply to ACP Cultures under Lot 2. However, we wish to ensure that we are entitled to do this, given that the University is a parastatal organisation and all involved work for the University currently. However, the Centre for the Arts would be independently administered. We would be grateful if you could enlighten us as to our eligibility for the grant.
	In § 2.1.1.3. of the Guidelines for applicants, the footnote 4 explains the how the expression “public body” is understood in the context of this call: any body whose costs are partly financed as of right from public funds, whether the central, regional or local government. The legal personality of the applicant and its partners is verified through their statutes, articles of association or other official document under national law (§2.4).

1.2. Capacité à mettre en œuvre les actions | Capacity to implement the actions

1.3. Nationalité | Nationality

1	Only applicants and partners belonging to nationalities ACP are eligible?
	No. Please refer to §2.1.1.1 and Annex 1 of the Guidelines for a list of eligible countries.

2. Eligibilité des partenaires | Eligibility of the partners

1	We have a Jamaican director attached to our Ghanaian feature film. Does the fact he is a Jamaican director qualify him as a partner for the application or does he have to have been part of a registered company for two years, or alternatively do we have to employ him through a company registered in Jamaica for two years, and thus they qualify as the partner?
	According to §2.1.2 of the Guidelines, partners have to fulfill the same eligibility criteria as applicants, among others, being a registered legal entity (i.e. not a physical person) for at least two years and be nationals of one of the eligible countries (list in Annex 1). In the case of film production, a rights transfer contract with an ACP director is necessary (see additional conditions for applicants in § 2.1.1.2).

2	L'une des conditions pour être partenaire est son existence de deux ans. Or nous aimerions travailler avec une structure qui a moins de deux ans d'existence mais en la plaçant comme partenaire. Ma question peut paraître un brin tordue mais je me demandais si on peut avoir un partenariat avec cette structure à partir de la 3e année (auquel cas, elle aurait donc deux ans d'existence). En somme: est ce possible d'indiquer un partenariat qui n'existerait qu'à partir de la 3e année sur un projet de 3 ans, afin de lui donner son statut légitime de partenaire?
	Non. Les partenaires doivent satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que les demandeurs, y compris être une personne morale enregistrée depuis au moins deux ans à la date de publication de l'appel à propositions (§2.1.2 des Lignes directrices).

3	Un associé ne peut recevoir d'argent au titre de la subvention (p. 15 des lignes directrices/ art. 2.1.2). S'agit il bien de la subvention émanant de l'Union Européenne seulement? Par exemple, un associé peut il néanmoins bénéficier d'un co-financement au sein du projet soumis à l'UE?
	Au §2 des lignes directrices, la subvention est définie comme l'aide financière octroyée au bénéficiaire par l'UE pour le cofinancement de l'Action. Au §2.1.2 des Lignes directrices, il est effectivement précisé que les associés ne peuvent recevoir de l'argent au titre de la subvention, sauf les frais de voyage et séjour.

4	<p>Il est mentionné dans les lignes directrices (p.15, art. 2.1.2) que "les organisations associées ne doivent pas répondre aux critères d'éligibilité mentionnés à la section 2.1.1." à savoir : "2.1.1.1. Les demandeurs doivent satisfaire aux conditions suivantes pour pouvoir prétendre à une subvention: être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action avec leurs partenaires et ne pas se limiter à un rôle d'intermédiaire et être une personne morale enregistrée depuis au moins deux ans et ; appartenir à une des catégories suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lot 1, domaine Distribution/Promotion: – Organisation non gouvernementale (ONG) <ul style="list-style-type: none"> – Organisme du secteur privé – Télévision du secteur public • Lot 1 (autres domaines) ainsi que Lot 2: – Organisation non gouvernementale (ONG) <ul style="list-style-type: none"> – Organisme du secteur privé <p><input type="checkbox"/> posséder un statut juridique et ; <input type="checkbox"/> avoir la nationalité³ d'un des États ACP éligibles, d'un État membre de l'Union européenne, d'un État candidat à l'adhésion à l'Union européenne, ou d'un État membre de l'Espace économique européen (voir la liste des pays en annexe 1)."</p> <p>Est ce exclusif? Cela veut il bien dire que l'associé ne peut pas être l'une de ces organisations?</p> <p>Le § 2.1.2 des Lignes directrices n'exclut pas que les associés puissent répondre aux critères d'éligibilité du §2.1.1.</p>
5	<p>Par ailleurs, en ce qui concerne la coproduction envisagée avec 2 pays différents, peut-on considérer si le film est co-réalisé par 2 réalisateurs de deux pays différents, ayant tous les deux une structure de production personnelle, depuis plus de deux ans, que les conditions sont remplies.</p> <p>Pour ce qui concerne les demandeurs et partenaires, toutes les conditions mentionnées aux §2.1.1 et §2.1.2 des Lignes directrices doivent être remplies, ainsi que les conditions supplémentaires applicables aux demandeurs mentionnées au §2.1.1.1. Veuillez noter que seules les personnes morales (par exemple: entreprises, organisations) sont éligibles (§2.1.1).</p>
6	<p>Pour nous, la difficulté la plus grande va consister à trouver les Partenaires d'autres pays d'ici jusqu'au 30 juin prochain. Serait-il possible de soumettre le projet tout en attendant de nous accorder avec les éventuels Partenaires?</p> <p>Non, si vous vous référez aux partenaires de mise en œuvre des actions. Les demandeurs doivent postuler et œuvrer au sein d'un partenariat (§2.1.2 des Lignes directrices). Par contre, si vous vous référez aux partenaires financiers (ceux contribuant au co-financement du projet), ils doivent être listés dans le budget de l'action (Annexe B, onglet 3, des Lignes directrices) et confirmés ultérieurement à travers des lettres d'intention (§2.4).</p>
7	<p>Ou, est-il possible que nous puissions travailler avec l'Alliance Franco-Congolaise, le Centre Culturel Français ou le Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa ? Car ces Partenaires ont aussi d'autres sièges dans la plupart des pays ACP</p> <p>Les partenaires doivent répondre aux mêmes critères que les demandeurs (§2.1.1 et §2.1.2 des Lignes directrices). Nous vous rappelons néanmoins que les organismes publics ou les sociétés de droit public ne sont pas éligibles en tant que demandeurs ou partenaires, avec l'exception des TV publiques (§2.1.1.3). Veuillez noter également que les organisations ayant des filiales dans des pays différents seront considérées comme une seule entité et ne peuvent pas utiliser leurs filiales comme partenaires (§2.1.2).</p>

8	On a déjà deux partenaires dans deux pays participants qui sont très engagés avec le projet dès le début, mais qui sont des chaînes publiques de chaque pays. Puisque les télévisions publiques ne sont pas éligibles comme demandeurs dans le domaine de la Formation, doit-on penser qu'elles ne sont pas éligibles comme partenaires ? Et dans ce cas là, peut-on compter sur elles comme associés ?
	Oui aux deux questions.

9	Est-ce qu'une université publique ou un centre de formation public peuvent participer dans des actions de formation?
	Le secteur public n'est pas éligible à l'exception des télévisions publiques sous le Lot 1/Distribution. Le secteur public peut participer en tant qu'organisme Associé ou en contribuant aux cofinancements (§2.1.1.3 des Lignes directrices).

3. Eligibilité des actions | Eligibility of the actions

3.1. Début et durée des actions | Start and duration of the actions

3.2. Secteurs ou thèmes | Sectors or themes

1	strand: creation and production, dissemination. my main question is whether an art installation project with artists which include film to record the installation and uses production companies as the partners in the various host countries are within lot 2 culture as this is an arts project and not film (film is only as a means to capture the arts piece), thus would enable us to apply for 80% funding as an arts installation and exhibition tour project which will have several components, the photography and images captured on film 20 min duration film approx
	It is a matter for you to decide when sending in the application whether the project falls under Lot 1 or Lot 2, based on the characteristics and purpose of the film and how it fits into the proposed action.

3.3. Couverture géographique | Geographic coverage

3.4. Type d'action | Type of action

1	We are defining, together with an NGO in Nigeria that has opened a film school for street children, a project proposal for the call EuropeAid/130966/D/ACT/ACPTPS - Lot 1 - ACP - Films II Cinema/Audiovisual - "Training/Professional development". We are working on a project for the reinforcement of this film school in Nigeria and for the transfer of this type of action in another African country, with the involvement and exchange between students from different Countries. In this regard, we have some doubt that the call is suitable for the integration of actions oriented towards the training of professionals in the audiovisual field with social activities more specifically oriented to the prevention of trafficking in human beings and social, vocational and employment rehabilitation of victims. Since my colleagues and I are giving very different interpretations to the call, I ask you whether to continue with the writing of this project or not.
	Any project must respond to the objectives and priorities of the Call, outlined in §1.2 of the Guidelines, also bearing in mind i.a. the relevance for ACP final beneficiaries and the economic and social dimension of culture.

2	<p>An application may base its proposal on more than one field of action within the same lot? Example: An Application may propose a project for ACP Cultures Lot2 encompassing objectives for action both in the area "Creation / Production" but also "Training / Professional Development"?</p> <p>Yes. However the main field of action must be indicated.</p>
3	<p>Can a director (the applicant) to present the proposal to produce a film to be taken in their own country (intra-ACP) but also present a proposal to bring together six short films (co-directed), filmed in six countries bordering sea with the Indian Ocean?</p> <p>Please refer to the list of eligible actions in §2.1.3.3- Lot 1- Production: short fiction movies are not eligible. It is possible to submit a catalogue of up to 3 documentaries (minimum 30' each) in one project proposal. An applicant may not submit more than 2 proposals, and may only be awarded one grant (§2.1.3.6). The action location must be in the eligible countries (§ 2.1.3.4 and Annex 1 of the Guidelines)</p>
4	<p>When the "Guidelines for applicants" speak of ACP film dissemination, is it referring to ACP funded films or films produced in ACP Countries?</p> <p>Please refer to §2.1.3.3 – Lot 1- Production of the guidelines: ‘In the framework of this call for proposals, the following are considered as ACP cinema and audiovisual works: works written, directed and produced by professionals from the ACP zone’.</p>
5	<p>Regarding the distribution category, what is the distinction between “Distribution and dissemination of ACP works” and “Digital dissemination and exploitation of ACP works in the ACP States (including mobile cinema)”?</p> <p>The first one concerns all types of distribution on all supports, both under Lot 1 and 2. The second refers specifically to the cinema/audiovisual sector.</p>
6	<p>In the production lot, what is the distinction between 32 min. and “to more than 52min”. Does this mean; short stories from 30’ to 52’ and/or features with more than 52’?</p> <p>§2.1.3.3 – Lot 1- Production of the Guidelines indicates that the documentary and animated movies should have a minimal duration of 30 minutes, and that TV Films and full-length films should have as minimal duration 60’ (see also §2-Definitions). These times are indicative as the definition of running time varies from one source to another and in terms of the dissemination medium.</p>
7	<p>Can a proposal for the dissemination of ACP Works in television also include a mobile cinema section?</p> <p>It must respond to the objectives and priorities of the call (§ 1.2 of the Guidelines) and fit the type of actions outlined in § 2.1.3.3 – Lot 1- Distribution.</p>

8	<p>Je suis de nationalité camerounaise. Jeune écrivain en herbe, j'aimerais savoir si l'ACP peut financer aussi l'édition de livre. En effet, je dispose d'un manuscrit en édition. Mais le projet a été stoppé pour non versement de frais d'édition et de prise en charge du livre à son apparition.</p> <p>Conformément au paragraphe 1.3.2.2. des Lignes directrices, le lot 2 du présent appel couvre le livre et l'édition. Les conditions qui doivent être remplies par les demandeurs et partenaire sont mentionnées aux §2.1.1 et §2.1.2. Veuillez noter que seules les personnes morales (par exemple: entreprises, organisations) sont éligibles (§2.1.1).</p>
9	<p>Au niveau de l'objectif spécifique 1, qu'entendez-vous par circuit de distribution ?</p> <p>Le circuit de distribution évoqué au § 1.2. des lignes directrices concerne l'organisation de la diffusion permettant à une œuvre ou d'un ensemble d'œuvres d'être connue (s) et exploitée (s) au-delà de l'environnement géographique immédiat de son (ses) acteur(s)/créateur(s).</p>
10	<p>Au niveau du domaine création/production/distribution/promotion, la création d'une base de données informatique qui permettrait des échanges culturels via internet entre plusieurs pays peut-elle être considérée comme une action de coopération transnationale ?</p> <p>Concernant les types d'actions éligibles, référez vous aux exemples fournis au § 2.1.3.3. des lignes directrices.</p>
11	<p>Qu'entendez- vous par espace culturel pluridisciplinaire ? Pouvez-vous nous donner des exemples d'activités ?</p> <p>Un espace culturel pluridisciplinaire est un établissement accueillant des activités culturelles appartenant à différents domaines de l'expression culturelle.</p>
12	<p>Qu'entendez- vous par groupement d'éditeur ? Qui est éditeur selon votre définition ? et qu'est-ce qui entre dans l'édition ? La réalisation de cartes postales par exemple constitue t- elle une action d'édition ?</p> <p>Groupement d'éditeurs signifie que le partenariat comprend des éditeurs travaillant en coopération à un même projet d'édition. L'édition peut se définir, par exemple, comme la reproduction, publication et diffusion d'une œuvre sous forme d'un objet imprimé.</p>
13	<p>Nous souhaiterions développer notre communication et utiliser le sport comme outil de développement social. Notre confédération inclue la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie, deux territoires français et donc deux petites parties de l'Europe dans le Pacifique. Nous sommes donc sensibles à associer l'Union Européenne dans nos projets lorsque cela est possible.</p> <p>Le 1er appel à propositions du programme est ouvert jusqu'au 30 juin 2011. Toutes les indications nécessaires pour la soumission d'une proposition se trouvent à l'adresse suivante: http://www.acpculturesplus.eu.</p> <p>L'appel prévoit la présentation de projets devant répondre à un objectif précis qui est de renforcer les industries culturelles ACP. Il s'agit d'un programme Intra-ACP qui ne finance donc pas des actions bénéficiant à un seul pays (§ 1.2 des Lignes directrices à l'intention des demandeurs). Les critères d'éligibilité à respecter concernent: le demandeur, le partenariat, les actions et les coûts (§ 2.1).</p>
14	<p>Peut-on présenter une action de distribution d'un produit existant?</p> <p>Oui (§2.1.3.3 des Lignes directrices).</p>

15	Peut-on présenter un projet de documentaire et un projet de fiction? Un demandeur peut présenter jusqu'à deux propositions, mais ne pourra se voir attribuer qu'une subvention (§2.1.3.6 des Lignes directrices).
----	---

4. Eligibilité des coûts | Eligibility of costs

1	Je souhaiterais savoir s'il existe un plafond, au sein du budget éligible de l'action, concernant le total des salaires dédiés au projet. Existe t il un pourcentage maximum du budget pouvant être dédié aux salaires? Si oui, est ce sur l'ensemble du budget ou seulement sur la part de la subvention européenne? Je sais que c'est le cas sur certaines subventions européennes or je ne l'ai pas vu mentionné dans cet appel à projet ACP (10e FED). Il n'y a pas de pourcentage maximum pour les salaires. Le budget doit être équilibré, réaliste et correspondre aux coûts locaux (§ 2.1.4 des Lignes directrices).
---	--

2	Can “Lot 2, ACP Cultures II” accept applications that involve a component in its project of building/construction of cultural spaces (within a Cultural Centre) that are related to the development of artistic and cultural activities listed in this Lot? Can it be towards the improvement of existing facilities, with the purchase of additional equipment? Please refer to §2.1.4.2 of the Guidelines, which lists ineligible costs. Among them: ‘purchases of land or buildings, except where necessary for the direct implementation of the action, in which case ownership must be transferred to the final beneficiaries and/or local partners, at the latest by the end of the action’. Purchase of equipment is limited to 15% of the total eligible budget (§2.1.4).
---	---

3	Can co-financing be supplied in the form of staff costs or equipment? Co-financing must be in cash only. In-kind contributions may not be considered as co-financing. Staff costs are eligible costs (§2.1.4 of the Guidelines).
---	--

4	Est-ce que le cofinancement doit être garanti dès le début? Vos sources de cofinancement doivent être listées dans le budget de l'action (Annexe B, onglet 3, des Lignes directrices) et confirmés ultérieurement à travers des lettres d'intention (§2.4).
---	---

5	Le cofinancement doit provenir des ressources propres ou de bailleurs extérieurs? Oui, toutes sources autres que le budget général de l'Union européenne ou le Fonds européen de Développement (§1.3.2 des Lignes directrices).
---	---

5. Présentation de la demande | Submission of the application

1	Please, I would like to know if in the proposal, applicants are required attach separate sheets to explain some questions. E.g the Communication and visibility plan and the budget. Please refer to §2.2.1.1 and §2.2.1.2 of the Guidelines for a list of separate documents to be sent with the application. The communication and visibility plan should be outlined within the Application form (section 2.1.2 Methodology); Budget is a separate annex.
---	--

	Is a film director limited to one project? Can he be a co-director of another project? What are the limitations?
--	--

	Please refer to §2.1.1.2 of the Guidelines concerning additional conditions for applicants, namely as regards the rights transfer contract with ACP directors. Moreover, an applicant may not submit more than two applications and may only receive one grant in the framework of this call for proposals (§2.1.3.6).
--	---

3	La convention de partenariat entre le demandeur et les partenaires doit-elle être envoyée en original ou un scann peut-il être suffisant?
	La demande et les documents annexes, y compris l'accord de coopération entre partenaires, doivent être soumis en 1 original et 5 copies (§ 2.2.2. des Lignes directrices).

4	Dans le cas d'une série, doit-on la présenter entièrement scénarisée?
	Concernant les séries, nous apportons une précision au §2.2.1.1 des Lignes directrices: le demandeur devra fournir un enregistrement DVD du pilote de la série, le synopsis de la série, ainsi que le scénario dialogué du pilote et des trois premiers épisodes.

5	Peut-on présenter une partie du projet dans cet appel à propositions et la suite du projet dans le prochain appel?
	Chaque demande doit concerner un projet dans son entièreté.

6. Déroulement de l'appel à propositions et de la suite | Call for proposals procedure

6.1. Modalités de l'évaluation | Evaluation modalities

6.2. Contrats, paiements, obligations des deux parties | Contracts, payments, and obligations of the parties

1	La monnaie étrangère de référence en RD Congo reste le dollar américain; voudriez-vous que nos calculs se fassent en dollar, et que vous allez convertir en euro?
	Le budget doit être libellé en euros. Un outil de conversion est disponible dans: http://ec.europa.eu/budget/inforeuro

2	If one of the proposals has already been financed by a European country fund, is it still eligible for the ACP grant?
	Please refer to §1.3.2 of the Guidelines: The balance must be financed from the own resources of the applicant or partners, or from sources other than the European Union budget or the European Development Fund.

3	If a movie has European subsidy (ex. Media, ICA) may benefit the support ACP?
	Please refer to §1.3.2 of the Guidelines: The balance must be financed from the own resources of the applicant or partners, or from sources other than the European Union budget or the European Development Fund.

4	Is it compulsory to open a new bank account for the project?
	No. A sub-account may be used so that the funds received from the EU grant are clearly identified and segregated from the general account of the Beneficiary.

5	Qu'arrive-t-il si l'action génère du profit?
	Ce profit doit être déclaré à la fin de la mise en œuvre et sera déduit du montant de la

	subvention (article 17 des Conditions générales du contrat de subvention).
--	--

7. Autres | Other

1	Can the applicant be one of the beneficiaries? In §2 of the Guidelines, Beneficiary is defined as ‘The applicant with whom a grant contract will be signed.’
---	--

2	Is there any website or other source of information that can be used to find films that were financed by the ACP grant? Please refer to the ACPFilms website: www.acpfilms.eu
---	--

3	One question/suggestion that was put was whether there exists a data base of culture organisations in the ACP-EU countries since Jamaicans find it difficult to get contacts to work with. If this exists, could the info be put in the FAQ and, if not, is it something that might merit future EU support? A database of culture operators is available through the website www.acpcultures.eu (click on "networking"). This information is published in the FAQ, weeks 3 and 6.
---	--

4	I'm Project coordinator of artistic exchange between France and England. And now I am looking for new potential partners from ACP countries for future project. I just find out that you had information meeting last Wednesday on Brussels and wish to get more information, documents, etc concerning European Development Fund. The call for proposals for the ACP-EU Support Programme to ACP Cultural Sectors (ACPCultures II + ACPFilms II) is published at the following addresses: https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1302597374544&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573837&aoet=36538&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=130966 and http://www.acpculturesplus.eu. The Guidelines for applicants, application form, presentations and other documents are available there. The deadline for submission of proposals is 30 June 2011. For information on the European Development Fund, please consult the following websites: http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/overview/index_en.htm or http://europa.eu/legislation_summaries/development/african_caribbean_pacific_states/r12102_en.htm
---	--